

RÉSISTER, CONSTRUIRE

L'année 2024 a été marquée par une succession de secousses qui ont ébranlé le paysage politique. Des certitudes ont été mises à mal. Depuis les équilibres politiques vacillent et pour d'autres des soifs et envies politiques se sont trouvées renforcées.

La dangereuse dissolution décidée par le seul Président de la République avec ses conséquences rend ainsi encore plus incertains les éléments de notre fragile démocratie. De plus, la non prise en compte de l'expression populaire issue des urnes rend encore plus compliqué le futur de la France. Car ce qui a été condamné est remis sans cesse au goût du jour. Aux mêmes maux les mêmes remèdes. Aveuglement, ce sont les mêmes choix politiques qui prévalent et qui sont mis à l'œuvre.

Le chemin emprunté est rempli de dangers, toujours plus pour les puissants, toujours moins pour le monde du travail et les classes populaires, avec un accroissement sans précédent des inégalités, qui a comme conséquence de renforcer les idées et le poids électoral des extrêmes.

C'est dans ce contexte que le budget 2025 de la Région Nouvelle-Aquitaine s'est construit. Un contexte d'incertitudes politiques et financières, en lien avec la censure du précédent gouvernement.

En effet, l'ensemble des collectivités devrait voir leurs dotations baisser drastiquement. Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, ce sera cela aussi difficile car ce sont plus de 130 millions nets qui manqueraient par rapport au budget 2024 (baisses des dotations, des cotisations pour la CNRACL, des ressources TVA...).

Avec les élus du groupe Communiste, Ecologique et Citoyen, nous continuerons à œuvrer chaque jour pour y répondre. Malgré le contexte compliqué, nous ne nous résignons pas. Nous voulons partager nos idées et notre vision avec audace et conviction. Nous continuerons ainsi en 2025.

Au nom du groupe, je vous présente nos vœux de paix, de bonheur, de santé et de réussite. ■

Le budget que nous avons voté le 19 décembre a été construit dans cette situation avec moins de ressources financières pour la collectivité régionale.

Malgré cela, nous avons voulu préserver la feuille de route et les ambitions politiques que nous avons portées avec la majorité de gauche lors des dernières élections. Et s'il a fallu faire des arbitrages, nous les avons toujours faits avec la volonté de répondre aux besoins des territoires et populations. Avec également des ambitions d'égalité, d'équité, d'équilibre entre les territoires et aussi répondre à la mission de service public de la collectivité régionale.

Nous regardons avec attention la mise en œuvre réelle des choix majoritaires sur tout le territoire régional car nous savons que les politiques publiques via les services publics sont souvent les derniers remparts contre les sentiments de fracture sociale (économique, de santé, de mobilités, d'éducation, sur la culture, le sport, l'environnement...).

Durant l'année 2025, nous pourrions peut-être, si le budget de la Nation est adopté, abonder diverses lignes budgétaires régionales si les dotations nationales étaient supérieures à celles annoncées.

Nous ferons des propositions en fonction des réalités et nous les ferons toujours avec notre ambition politique de plus de justice sociale et en fonction des urgences et demandes territoriales.

Nos territoires, les femmes et les hommes qui les font vivre, les jeunes qui en sont l'avenir, les aînés qui méritent toute notre attention, sont en droit de voir la mise en œuvre des politiques répondant à leurs besoins de vie.



Alain Baché

Président du groupe
Communiste,
Écologique et Citoyen
Conseiller régional des
Landes
délégué au
développement des
pratiques sportives



BUDGET 2025

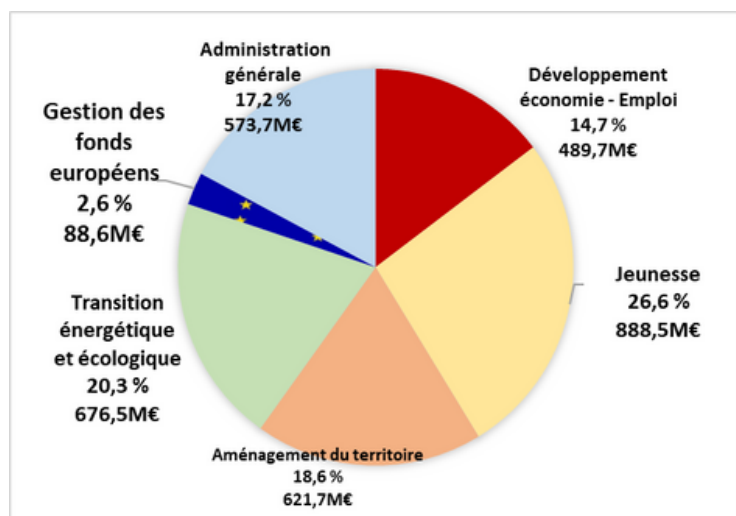
PROTECTEUR, PRÉVENANT ET, SUR CERTAINS POINTS, BIENVEILLANT

C'est le non-examen du Projet de Loi des Finances 2025 du feu gouvernement Barnier qui ont amené les élus régionaux à présenter un budget visant à protéger les néo-aquitaines et les néo-aquitains sur l'ensemble de nos territoires. Agir aussi pour nos territoires c'est maintenir une capacité d'investissement maximale pour répondre aux besoins. Des choix ont été également fait pour maintenir les services publics (lycées, transports, formation...).

Le Budget Primitif pour l'année 2025 s'élève à 3,3 milliards d'euros d'engagements de la part de la Région. Maintenir la feuille de route, décidée par la gauche, est l'engagement central de ce budget répondant aux engagements de la mandature. Il s'agit d'un budget sincère, responsable et protecteur. Comment ces qualificatifs se traduisent au sein des finances publiques de notre Région ?

- Protéger les services publics régionaux, soutenir les plus fragiles, nos entreprises et les emplois ;
- Prévenir dans les actions sur la transition écologique, agricole et sur l'innovation ;
- Une bienveillance qui irrigue les deux premiers principes du budget 2025.

Focus sur les actions de la Région en 2025 :



Développement économique : entreprises, agriculture et formation professionnelle.

Le groupe des conseillères régionales et conseillers régionaux portent, depuis le début de la mandature 2021, la mise en place d'éco-socio-conditionnalités pour un contrôle accru des aides économiques et le passage en avances remboursables pour les grands groupes et les holdings. C'est en ce sens qu'un Règlement d'Intervention a été voté en 2023 pour les conditionner avec des avancées obtenues comme : les propositions des élus communistes, il a été retenu la création d'un seuil d'intervention, l'information aux Comités Sociaux et Économiques, l'obligation de justifier d'un plan d'égalité Femmes-hommes, la nécessité de prendre en compte le handicap, ainsi que l'interdiction des dividendes à partir d'une subvention publique.

Des réflexions se poursuivront pour renforcer et accentuer les éco-socio-conditionnalités et pour aller vers plus d'avances remboursables.

L'agriculture, après les conclusions de la Mission d'Information et d'Évaluation portant sur l'action de la Région en matière agricole et alimentaires, voit la présence régionale confirmée. Le budget agricole maintient les engagements votés lors de la Séance Plénière du 23 septembre 2024 et préserve la capacité d'intervention notamment via les aides directes aux agricultrices et agriculteurs. Lors de la MIE, les élus communistes ont alerté sur la nécessité d'avoir des abattoirs de proximité, maillons essentiels pour la filière élevage et pour la vitalité des territoires. Le Budget Primitif consacre une attention particulière à ces projets.

L'accompagnement à la formation et à l'insertion professionnelle est inscrit dans les priorités d'actions de ce budget. En effet, ce sont près de 60 000 néo-aquitaines et néo-aquitains que la Région entend rapprocher de l'emploi et de la formation professionnelle. Tandis que des collectivités osent des coupes franches, la Région Nouvelle-Aquitaine ne sciera pas la branche de l'accompagnement mais poursuivra bien son action de soutien au réseau des Missions Locales et au processus de labellisation des Espaces Régionaux d'Information et de Proximité (ERIP). Les actions en faveur de l'accès à l'emploi des privées et des privés d'emploi seront tenues et maintenues dans une période où la menace d'un hiver social se concrétise.

Jeunesse : faire de l'émancipation, une priorité.

Passant par un Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) dans les 296 lycées et les 2 CREPS, la Nouvelle-Aquitaine va assurer en continuité les actions à destination des établissements scolaires publics que ce soit pour les opérations courantes (amélioration du bâti, qualité de vie et hébergements) et pour les opérations structurantes (directement dans les lycées).

Au-delà de l'engagement à l'accompagnement des jeunes néo-aquitaines et néo-aquitains, la Région interviendra sur le logement des jeunes (étudiantes et étudiants, apprenties et apprentis...). Par ce biais, elle permet de concevoir un aménagement du territoire qui permet l'installation de jeunes et donne les moyens à cette jeunesse, trop souvent en proie aux manques de services publics. Parmi les moyens que la Région mobilise, il y a l'aide à la préparation du permis B et les transports scolaires utilisés pour amener les lycéennes et les lycéens dans leur quotidien.

Accélérer les transitions par l'aménagement du territoire : l'exemple des mobilités durables.

Véritable outil dans le désenclavement des territoires fragiles et dans l'accélération des transitions, la Région a décidé d'échelonner la commande de nouvelles rames de trains régionaux. En effet, intervenant au-delà de ses compétences propres, la collectivité se voit confronter aux manques de ressources directes pouvant lui être attribuées. Ainsi, les crédits pour les transports routiers de voyageurs sont en augmentation, notamment pour répondre à l'augmentation exponentielle de la fréquentation de nos lignes TER.

Penser l'aménagement du territoire c'est prévenir les risques de fractures territoriales et donc les réparer par des interventions concrètes sur les lignes de transports des différents bassins de vie de la Région.

Quelles ont été tes motivations pour devenir élue régionale ?



Mes grands-parents étaient issus de la classe populaire et le fait que mes parents soient devenus instituteurs était symbole de réussite sociale. J'ai grandi dans ce profond attachement à l'école de la République et à l'émancipation par l'accès à l'éducation et la culture. C'est avant tout ce qui a guidé mon engagement dans ma vie professionnelle puis plus tard dans ma vie politique pour le Service Public.

Après avoir travaillé pendant 18 ans en tant que Cheffe de cabinet de Jacques Auzou, Maire communiste de Boulazac, j'ai été élue à ses côtés aux municipales de 2020. Les camarades de la Dordogne m'ont alors sollicitée pour partir à la Région et cela m'a paru utile que nous soyons présents au sein de la majorité pour porter nos valeurs. Mon parcours dans la fonction publique territoriale me semblait également être un atout pour mieux cerner les enjeux des grandes politiques régionales qui sont souvent complexes.

Nous sommes à mi-mandat. Comment vois-tu ton mandat de Conseillère régionale communiste ? Quels regards as-tu sur les actions menées depuis le début de la mandature ?

Je fais partie de la commission 6 qui comprend « le développement des territoires, la santé, le logement, l'habitat, le foncier, la ruralité, la politique de la ville, les formations sanitaires et sociales et le thermalisme ». Je connaissais bien certains sujets et leurs éléments de contexte, mais d'autres m'étaient complètement étrangers. Il faut beaucoup de temps pour s'approprier les dossiers qui sont très techniques et aux enjeux très variés du fait de la grandeur de la Région. C'est passionnant et en même temps hyper chronophage si on veut comprendre de quoi on parle et essayer d'être un relai utile avec le terrain. Et ça ne laisse pas beaucoup de disponibilité pour s'occuper des sujets traités par les autres commissions...

J'ai un regard en demi-teinte sur l'action menée mais je préfère voir le verre à moitié plein. J'ai voté contre l'ouverture à la concurrence du ferroviaire qui est malheureusement passée. Si je trouve important que la Région ait adopté des éco-socio-conditionnalités, je pense que nous aurions pu aller plus loin. Sur la modification du SRADDET, dossier aussi compliqué techniquement que politiquement, j'ai essayé de défendre les enjeux pour la ruralité tout en tenant compte des impératifs environnementaux, qui ne peuvent être occultés. Je veux saluer les politiques portées en faveur de la santé avec la feuille de route One Health, en faveur de l'égalité, du handicap et de la lutte contre les discriminations, mais aussi les efforts déployés pour soutenir les filières du soin qui sont en pleine crise.

Nouvelle Maire de Boulazac-Isle-Manoire, quels sont tes grands projets ?

J'ai été élue Maire le 12 octobre dernier, aussi je poursuis l'action engagée par notre majorité. Coté grands projets, nous devons continuer la rénovation de nos écoles et engager celle de notre résidence autonomie. La construction d'une nouvelle cuisine municipale, inscrite au CPER, fait également partie de nos priorités. Nous travaillons sur l'amélioration de l'offre d'habitat pour nos aînés de plus en plus nombreux et souvent aux revenus limités et sur la création d'espaces de pratiques libres pour les ados.

En dehors des équipements, nous poursuivons la mise en œuvre de notre programme « Ensemble plantons 10900 arbres ». Et puis, il y a toute la politique déployée pour l'accompagnement des habitantes et des habitants dans leur quotidien, leur offrir une qualité de vie dans la proximité et dans la justice sociale afin de permettre un égal accès à la culture et au sport, propices à l'épanouissement physique et intellectuel et créateurs de liens humains.

Arrives-tu à faire la jonction entre tes deux mandats ?

Avec mon élection en tant que Maire, j'ai décidé d'arrêter de travailler ce qui me permet de me consacrer totalement à mes mandats. La dimension communale et la dimension régionale sont très éloignées. Toutefois, je dirais que de vivre ces deux positionnements de l'action territoriale permettent une complémentarité des points de vue et des analyses, ce qui est précieux.





SUR LE TERRAIN, AU PLUS PROCHE DES NÉO-AQUITAINES & NÉO-AQUITAINS

PLUS DE 40 DÉPLACEMENTS !

Depuis le début du mandat, les Conseillères régionales et les Conseillers régionaux se déplacent à la rencontre des acteurs locaux qui font vivre la société. Salariés, associations, entreprises, élus locaux... Elles et ils se mobilisent pour prendre le pouls et se rendre compte de la réalité des politiques régionales. Le groupe s'est déplacé à de nombreuses reprises dans le cadre de leur mandat pour être au contact des néo-aquitaines et des néo-aquitains.

Ils se sont aussi rendus, au cours de l'année 2024, sur les territoires pour rencontrer les acteurs locaux de la Nouvelle-Aquitaine et aussi, de rendre compte de l'action qui est la leur au Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine. D'autres événements et initiatives seront prochainement programmés.

Quelques-uns en image :



Village des solutions

Isabelle Larrouy

29 novembre à Pau

Inauguration du Village des solutions de l'AFPA 64.



Commémoration de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Catherine La Dune

25 novembre à Bordeaux



Inauguration du Centre départemental de tennis

Alain Baché

7 novembre à Trélissac



Inauguration du dispositif d'hébergement hivernal d'urgence et des hébergements saisonniers

Béatrice Tariol

11 décembre à Hendaye



Remises des médailles du travail aux agentes et agents de la Région Nouvelle-Aquitaine

Isabelle Taris

16 septembre à Bordeaux



Restitution des travaux des élèves du lycée Jean-Gieaudoux

Catherine La Dune

17 mai à Bellac

Le projet « Dialogue » a pour but d'initier un échange citoyen entre les lycéens, les experts, les scientifiques et les élus sur les enjeux environnementaux de demain de leur territoire.



Comité Régional pour l'Emploi

Edwige Gagneur

6 décembre à Pessac

Installation du CRE, en présence du préfet de région et du président de Région Alain Rousset.



Présidence du Comité de pilotage Natura 2000 Gorges de la Dordogne

Annabelle Reydy

5 décembre à Mauriac





PRSE 4

Demeurant une compétence de l'État, la Santé est un sujet où les Régions peuvent intervenir par volontarisme dans la mise en œuvre des politiques de santé publique. La déclinaison locale est le **Plan Régional Santé-Environnement 4 (PRSE4)** courant de 2024 à 2028. Lier la Santé et l'Environnement rappelle que 85 % de notre état de santé est la conséquence de notre environnement physique et social, nos habitudes et nos conditions de vie.

Les nouveautés de ce PRSE se retrouvent dans l'intégration de nouveaux enjeux : la prévention et la lutte contre les zoonoses (maladie infectieuse qui est passée de l'animal à l'homme), la démarche « Une seule santé » et la prise en compte du changement climatique. Au sein de ce PRSE, il y a une priorisation d'actions visant à réduire les inégalités territoriales en matière de santé en allant vers les territoires et les populations les plus vulnérables.

Les Conseillères régionales et Conseillers régionaux communistes ont défendu le développement de la prise en charge de la santé mentale comme un axe majeur de la politique de santé publique. En effet, la recherche montre que la pollution de l'air est un facteur de risque dans le développement de troubles cognitifs, dépressifs et/ou anxieux. Les besoins en santé mentale explosent, comme l'atteste les chiffres alarmants de Santé publique France. ■

Mission d'Information et d'Évaluation relative à la politique agricole et alimentaire régionale

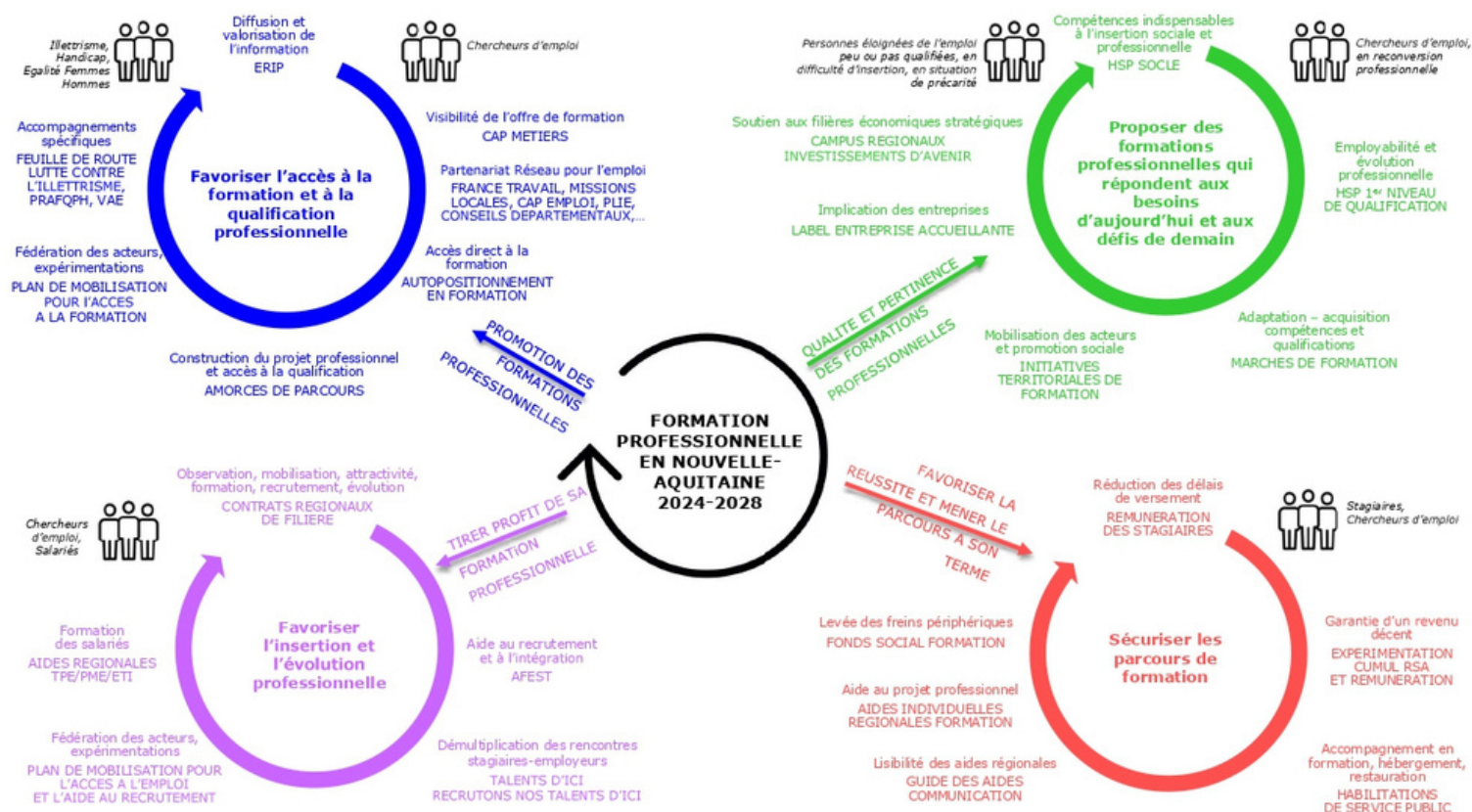


Après une quinzaine de réunions de la Mission d'Information et d'Évaluation (MIE) portant sur l'action de la Région en matière agricole et alimentaires, **Béatrice Tariol et Alain Baché** ont voté pour le rapport et ses préconisations. Une Séance Plénière s'est déroulée le 23 septembre et a été consacrée à la présentation du rapport de la MIE.

Au cours de cette séance, les Conseillères régionales et Conseillers régionaux du groupe communiste ont défendu leurs propositions en direction de l'agriculture néo-aquitaine et nationale. Les élus ont affirmé que la Région devait se battre pour une agriculture saine et de qualité ayant l'ambition pour les agricultrices et les agriculteurs de se dégager un revenu leur permettant de vivre dignement. Cela doit passer par la promotion d'une ambition de produire, dans un souci de santé publique, ce dont elle a besoin pour nourrir les populations afin de lutter contre les importations (souvent, non-conformes aux règles sanitaires nationales), impliquant une politique ambitieuse de la collectivité pour aider au renouvellement des générations mais aussi dans l'installation de nouvelles agricultrices et nouveaux agriculteurs.

Suite à la MIE, les élus communistes ont pris l'initiative d'écrire à l'ensemble des auditionnés (qu'ils soient experts, représentants de l'État, des chambres d'agriculture et syndicalistes du monde agricole) afin de présenter les mesures à destination des agricultrices et des agriculteurs. Ce courrier contient un livret programmatique sur cinq grandes thématiques. ■

La formation professionnelle en Nouvelle-Aquitaine : un levier pour l'égalité et l'insertion



Depuis 1983, la formation professionnelle est une compétence essentielle des Régions. En Nouvelle-Aquitaine, elle est un levier clé pour favoriser l'égalité des chances et la solidarité. En 2023, la Région a consacré plus de 290 millions d'euros à l'accompagnement, à l'information et à la formation de près de 65 000 privés d'emploi et salariés. Ce financement vise à réduire les inégalités et à offrir à toutes les néo-aquitaines et à tous les néo-aquitains un accès équitable à la formation et à l'emploi.

La stratégie régionale 2024-2028 poursuit cette ambition avec des objectifs clairs : améliorer l'accès à la formation, répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail, sécuriser les parcours de formation et favoriser l'insertion professionnelle. La Région met l'accent sur les publics les plus vulnérables, pour garantir leur accès à des formations qualifiantes et leur permettre une insertion durable dans le monde du travail.

Les dispositifs de formation seront renforcés, comme les Espaces Régionaux d'Information de Proximité, qui offriront un accompagnement personnalisé. Ces actions visent à garantir que personne ne soit laissé de côté, en particulier les plus précaires.

Avec un budget de 353 millions d'euros pour 2024, la Nouvelle-Aquitaine met en œuvre une politique de formation ambitieuse, solidaire et inclusive. Sur 2024-2028, la Région entend continuer à lutter contre les inégalités et à soutenir l'insertion professionnelle de toutes et tous. ■

NOUS SUIVRE :



[@GROUPECECNA](https://www.youtube.com/@GROUPECECNA)



[@GROUPE.CECNA](https://www.instagram.com/GROUPE.CECNA)



[@GROUPECECNA](https://www.facebook.com/GROUPECECNA)



[LINKTR.EE/CECNA](https://linktr.ee/CECNA)

CONTACT :

Groupe Communiste, Écologique et Citoyen
14 rue François-de-Sourdis – 33000 Bordeaux
05 57 57 82 30 – 06 46 57 58 08

